



HAL
open science

La résilience, fruit de l'intelligence collective des territoires ou exhortation politique au consentement ?

Philippe Woloszyn

► To cite this version:

Philippe Woloszyn. La résilience, fruit de l'intelligence collective des territoires ou exhortation politique au consentement ?. L'INTELLIGENCE COLLECTIVE ET LE RÔLE DES ACTEURS DANS L'ACTIVATION DES RESSOURCES TERRITORIALES, 22ème colloque international d'intelligence territoriale, Oct 2022, Bejaïa, Algérie. halshs-03822985

HAL Id: halshs-03822985

<https://shs.hal.science/halshs-03822985>

Submitted on 25 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

2 ÈME COLLOQUE INTERNATIONAL D'INTELLIGENCE TERRITORIALE

« L'INTELLIGENCE COLLECTIVE ET LE RÔLE DES ACTEURS DANS L'ACTIVATION DES RESSOURCES TERRITORIALES »

UNIVERSITÉ ABDERRAHMANE MIRA BEJAIA
FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES SCIENCES DE GESTION
LABORATOIRE D'ÉCONOMIE & DÉVELOPPEMENT (LED)

Philippe Woloszyn, Laboratoire Passages UMR CNRS 5319 - ARTI

La résilience, fruit de l'intelligence collective des territoires ou exhortation politique au consentement ?

Du rebond axiologique à la fabrique politique du consentement

Résumé:

Le développement des approches de la résilience centrées sur les systèmes socio-écologiques complexes tentent de réconcilier les dimensions physiques et sociales du bien-être individuel face au risque. Ceci pose dès lors un certain nombre de questions : Comment concevoir une résilience des territoires au bénéfice des individus et des sociétés ? Comment s'articule la mise en place d'un processus de résilience avec les modes de gouvernance et de décision ? Ces modes de gouvernances sont-ils susceptibles à terme d'utiliser le concept de résilience dans une optique de contrôle de la population en facilitant l'acceptation d'une situation de risque dans la vie quotidienne ? Pour répondre à ces questions, nous traitons de la question de la résilience comme une résolution aménitaire du risque d'une part, et comme une dérive liberticide de l'idéologie de l'adaptation d'autre part. Ce faisant, nous interrogerons le processus de résilience au double prisme de la coopération territoriale et de la technologie du consentement, dans le but de démêler l'écheveau d'un Janus à la fois bienveillant et despotique.

Abstract:

The development of approaches to resilience centered on complex socio-ecological systems attempt to reconcile the physical and social dimensions of individual well-being in the face of risk. This therefore raises a certain number of questions: How to conceive of territorial resilience for the benefit of individuals and societies? How does the establishment of a resilience process relate to the modes of governance and decision-making? Are these modes of governance likely in the long term to use the concept of resilience with a view to controlling the population by facilitating the acceptance of a risk situation in daily life? To answer these questions, we deal with the issue of resilience as an amenity resolution of risk on the one hand, and as a draconian drift of the ideology of adaptation on the other. In doing so, we will question the process of resilience through the double prism of territorial cooperation and the technology of consent, with the aim of unraveling the web of a Janus that is both benevolent and despotic.

Introduction. La résilience, genèse et évolution conceptuelle de la philosophie du rebond

Le terme « Résilience » est l'un des plus polysémiques qui soient, compte tenu de son utilisation multidisciplinaire, notamment en sciences humaines et sociales, en écologie, en médecine et plus récemment par les économistes d'entreprise (Koninckx et Teneau, 2010). Partant d'une définition purement physique, à savoir la capacité d'un matériau à retrouver ses propriétés mécaniques initiales (notamment l'élasticité) après un choc ou une contrainte de pression, l'on

se sert du terme résilience en psychologie pour désigner la possibilité de s'épanouir en surmontant un choc traumatique grave (Cyrulnik, 2010), la « capacité à surmonter un traumatisme et/ou de continuer à se construire dans un environnement favorable » (Tisseron, 2009). En écologie, la résilience décrit la capacité d'un écosystème ou d'une espèce à récupérer un fonctionnement ou un développement normal après avoir subi un traumatisme. D'un point de vue épistémologique, la résilience fait l'objet d'une guerre d'appropriation entre disciplines, voire entre chercheurs d'une même discipline. La conception des écologues propose un changement paradigmatique qui intègre l'exploitation des ressources naturelles et de l'environnement dans une sphère écosystémique limitée et finie (Rees, 2003).

La notion de résilience repose sur l'idée qu'après une perturbation, le système n'est pas marqué par un simple retour à l'équilibre, expression d'un comportement de résistance qui définit la notion de résilience *réactive*, mais réagit souvent au contraire de manière positive, créatrice, grâce à de multiples réajustements, ce que l'on appelle la résilience *proactive* (Woloszyn, 2018). La résilience réactive répond au paradigme d'un équilibre unique (Dauphiné et Provitolo 2007), où le système met un certain temps pour retourner à son état d'équilibre après avoir été perturbé. Lallau (2009) rappelle les origines d'une interprétation écologique de la résilience, qui « *du fait de la montée des périls environnementaux, [...] fait l'objet d'une attention croissante dans le champ du développement. Il a d'abord été exploré dans le champ des analyses systémiques, celui des systèmes socioécologiques en particulier* ».

Risque et résilience: l'ébauche d'un péril annoncé

Dans la littérature et les doctrines des organisations humanitaires ou supranationales d'aide au développement, la notion de résilience est souvent associée à celle de risque, étant comprise comme un mode opérationnel de contrôle managérial de la réaction à l'aléa. Cette approche pragmatique réduit de ce fait la résilience à la mise en œuvre d'un programme de prévention et de gestion des risques sans l'intégrer dans une vision globale du management écologique de l'environnement (Woloszyn et Quenault, 2013).

Dans ce cadre, la résilience, en tant qu'elle participe de la préparation aux catastrophes, est devenue une nouvelle injonction, qui représente une double évolution ontologique et axiologique importante des logiques de gestion des risques (Quenault, 2014), faisant passer de l'adaptation au risque vers l'adaptation à la crise, la préparation à l'urgence et à la reconstruction. Cet essor s'est accompagné de l'émergence d'un corpus conceptuel largement influencé par l'approche anglo-saxonne (Birkmann, 2006) d'inspiration néolibérale, c'est à dire fondé sur une gouvernance économique étendant les mécanismes du marché à tous les piliers du développement durable. Il semble donc nécessaire de reformuler la notion de résilience en regard des concepts afférents de vulnérabilité et de capacités adaptatives des populations, par opposition à la nécessité d'un contrôle voire d'une exhortation de la population à une adaptation, parfois nécessaire, mais la plupart du temps forcée via des impératifs socio-économiques, voire politiques. (Woloszyn, 2018)

Le tournant paradigmatique de la politisation de la résilience : de la gestion du risque à la promesse aménitaire

Du caractère éminemment politique et subjectif de la résilience, nous constatons en effet que celle-ci peut nourrir des actions et des projets radicalement différents. La résilience des territoires soumis à des risques est au centre de l'Analyse Intégrée de la Résilience des Territoires (AIRT) depuis 2012, dont la transposition renvoie à différentes conceptions et backgrounds idéologiques, en fonction de la culture et du dessein politique des acteurs qui s'en emparent (Woloszyn et Quenault, 2013). Alors qu'avec la résilience s'opère un désengagement

de l'État et un transfert de responsabilités vers les autres parties prenantes - à savoir ceux qui sont à l'origine du choc initial - l'on peut se demander si l'on n'assiste pas à une instrumentalisation de la notion partagée entre les pouvoirs gouvernementaux et les institutions désastrogènes. Face à ce questionnement, il convient de s'interroger sur les fondements épistémologiques d'une notion qui est la plupart du temps réduite à un référentiel normatif d'actions, la résilience devenant à ce titre un « *mythe d'avenir désiré et désirable par tous* » (Lallau, 2011). En effet, si la *Loi de modernisation de la sécurité civile* a inauguré la mobilisation de la résilience par l'État français et ses représentants, l'on ne raisonne pas en termes de communauté, notion jugée antirépublicaine, mais de territoires et de collectivités locales. C'est pourquoi il convient toujours de se demander qui « *dit* » et « *fait* » la résilience (Reghezza-Zitt et al., 2012) et à quel projet politique elle répond.

La résilience ainsi requalifiée (sic !) nous invite alors à explorer les mille et une manières de plier sans rompre, se rendre conforme à notre milieu et se renforcer dans l'épreuve. Résister sans opposer de résistance et accepter que les hommes évoluent dans une société du désastre et la bénissent de les avoir rendus plus forts est son *modus operandi*. À titre d'exemple, dans une logique de pilotage politique « direct », c'est à dire impliquant les structures de gouvernance locales, voire nationales, les mesures de protection peuvent substantiellement réduire la vulnérabilité d'un lieu, tout en augmentant l'exposition à l'aléa. L'exemple de la tempête Xynthia qui a balayé la France fin février 2010 et qui s'est muée en véritable catastrophe sur les côtes littorales des départements de Vendée et de Charente-Maritime est à ce titre particulièrement illustrative (Pigeon, 2012) : en effet, les choix politiques successifs en matière d'urbanisation et de gestion des risques ont permis une urbanisation sur des zones particulièrement vulnérables, sous prétexte d'une protection « suffisante » par les digues précédemment mises en place (Woloszyn, Quenault 2013). Le traitement de la résilience (en fait, la résistance) de ce territoire par la construction de ces digues protectrices avait de fait pour objectif sous-jacent de permettre la viabilisation de zones constructibles supplémentaires... L'on connaît la suite désastreuse de l'histoire. (Woloszyn, 2018)

La « *résilience* » alors réappropriée par les gestionnaires du désastre s'impose ainsi comme le nouveau germe à semer dans toutes les politiques publiques : agriculture, urbanisme, forêts ou gestion de l'eau. La résilience est partout. Surtout là où est vécu l'irréversible. Mais avec cette résilience nouvelle formule, tout devient à nouveau réversible : l'économie peut rebondir et croître à l'infini. Des populations déplacées pour cause de contamination radioactive peuvent revenir. Du mal naîtra le bien, de la même manière que du calcul individuel égoïste naît le bien-être collectif dans un jeu "*gagnant-gagnant*". Ce discours « positif » de la résilience, appliqué aux sociétés meurtries et aux milieux détruits, ouvre alors l'espoir - le faux espoir - celui du mensonge que le système nous force à nous-mêmes.

Renaissance et apocalypse par la résilience : on a tué Boris

Médiatisé par le neuropsychiatre Boris Cyrulnik (2010), le concept psychologique de résilience se définit comme capacité à survivre à un choc traumatique par la mise en pratique des techniques de l'adaptation et de la flexibilité. En effet, dans son ouvrage *Un merveilleux malheur*, Boris Cyrulnik (1999), y décrit la métaphore de l'huître qui, pour se protéger du grain de sable qui la blesse, secrète du calcaire, produisant ainsi une perle. De manière similaire, pour la philosophe Cynthia Fleury, il nous est possible de mettre à profit notre exposition à la pandémie de covid19 : « *nous pouvons vraiment apprendre quelque chose de cette crise, refonder nos modèles de résilience collective* ».

Pour Thierry Ribault¹, Sabu Kohso², Soraya Boudia, Emmanuel Henry³, Eva Illouz⁴, Gunther Anders⁵ parmi tant d'autres, le concept de résilience se trouve instrumentalisé par le néolibéralisme, qui compte sur les forces individuelles pour surmonter les catastrophes engendrées par un système qui ne se remet jamais en cause. La résilience est alors considérée comme une idéologie de l'adaptation et de la soumission qui transforme les victimes en « acteurs » gestionnaires de la dévastation qui les atteint.

Là où le chaos climatique, humain et biologique met au jour des processus irréversibles, un monde fracturé, une destinée irrattrapable, la résilience s'entend ici comme une technique de contrôle des comportements individuels qui prône, en place et lieu du tragique de situation auquel nous sommes confrontés au quotidien, l'apprentissage d'un optimisme et d'un bonheur parfois aveugle, par la fabrication d'une nouvelle réalité "normée" sur les résidus de la catastrophe, une réalité où tout un chacun sera libre (sic !) de reconsidérer les termes de son existence dans des normes édictées par les pouvoirs et organisation décisionnelles en place. De la renormalisation des conditions mêmes de notre existence (qui mettent à mal les normes scientifiques désormais obsolètes comme par exemple les normes de radioexposition à Fukushima) à la reconstruction même de nos repères environnementaux (il s'agit non plus de combattre, mais d'accepter les nouvelles données du changement climatique, tempêtes, sécheresses, inondations, ...), cette instrumentalisation politique de la résilience nous pousse à nous adapter à des conditions de vie de plus en plus problématiques, en place et lieu de s'attaquer aux origines même des problèmes environnementaux qui mettent notre existence en péril. Accepter le péril, en faire un ami, un compagnon du quotidien, "*L'horreur a un visage, et vous devez vous en faire une amie. L'horreur et la terreur morale doivent être vos amis ; s'ils ne le sont pas, ce sont des ennemis à craindre. De véritables ennemis.*"⁶. Dans la mesure où les catastrophes environnementales qui nous tombent dessus semblent inéluctables, devra-t-on bientôt tous se draper de la folie d'un Kurtz, sous peine de faire de sa vie un enfer (climatique, biologique ou autre) ? La solution est-elle, en l'occurrence, d'imaginer des villes flottantes, d'augmenter la résistance physiologique de l'être humain par manipulations nanoparticulaires (nanomachines), de changer de planète, ou de faire de nous à jamais des paranoïas schizoïdes ?

De la détresse au bien-être, la résilience est le chemin.

Ce faisant, la manière dont les politiques et les experts gèrent la crise humaine et sanitaire, que ce soit dans la foulée d'un accident nucléaire, d'une pandémie mondiale, d'une submersion marine ou d'une sécheresse funeste, la résilience s'affiche comme la stratégie fondamentale qui sous-tend les discours médiatiques et politiques, affichant ce concept à l'origine polysémique comme la clef de voûte de la reconstruction nécessaire à la bonne marche de nos sociétés et de notre monde. De Joseph Biden qui, dans son discours d'investiture, dénote la « *résilience* » de la constitution américaine, à Emmanuel Macron qui évoque, dans le contexte de la pandémie de Covid-19, les « *scénarios de résilience* »⁷, tout en nous enjoignant de « *retrouver* » la

¹ *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs* éditions L'Échappée, mars 2021, 368 p.

² Radiation et révolution : capitalisme apocalyptique et luttes pour la vie au Japon éditions Divergences, février 2021, 324 p.

³ *La mondialisation des risques. Une histoire politique et transnationale des risques sanitaires et environnementaux*, Presses universitaires de Rennes, 2015

⁴ *Les sentiments du capitalisme*, Seuil, 2006

⁵ *Hiroshima est partout*, Seuil, 2008

⁶ Chacun reconnaîtra l'inimitable monologue du capitaine Kurtz dans le film *Apocalypse Now* : "*Horror has a face, and you must make a friend of horror. Horror and moral terror are your friends. If they are not, then they are enemies to be feared. They are truly enemies.*" <https://www.youtube.com/watch?v=mPPGMNOLaMw>

⁷ France Info, 19 février 2021

« résilience » qui nous permettrait « de faire face aux crises à venir » par « un capitalisme résilient »⁸, tous saluent l'« esprit de résilience » du général de Gaulle⁹, des institutions, voire même de la culture¹⁰. Last but not least, un récent projet de loi a été nommé par la ministre de la transition écologique, Barbara Pompili, « Climat et résilience », où l'on peut aisément y déceler la forfaiture conceptuelle de la résilience dans ses propos: « le texte vise à la fois à baisser nos émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter à la réalité du réchauffement climatique », ce qui donne le ton d'une politique basée sur la sempiternelle adaptation à des conditions de vie dégradées. Ainsi, la résilience, par la promotion d'une « cogestion post-catastrophique » préconisant notamment des « bonnes pratiques », nous pousse à vivre en bon voisinage avec les catastrophes qui nous assaillent (radio-isotopes, tempêtes, inondations, sécheresses, pandémies...), une invitation pour les citoyens à fuir tout sentiment de terreur et de désespoir face à la menace et à la mort.

Une mort programmée par ceux qui nous veulent du bien

Notons tout de même que les "institutions" responsables de ce renouveau conceptuel à visée socio-instrumentale (le Corps des Mines dans le cas du nucléaire en France, la TEPCO, *Tokyo Electric Power Company*, pour la centrale de Fukushima Daiichi, nationalisée à cause du coût colossal de la catastrophe) ne voulaient tout d'abord pas entendre parler de ce type de *cogestion de la contamination*, car cela serait source d'anxiété pour les populations. Ils se sont finalement ralliés à l'idée selon laquelle il faut que les populations prennent une part active à la gestion du désastre, suivant l'axiome selon lequel le risque zéro n'existe pas. La catastrophe est donc devenue inévitable, mais sans que cela ne pose réellement de problème car son intégration dans les mentalités représente le prix à payer pour avoir la chance de vivre le confort du progrès technologique. A Fukushima, la création du *ministère de la Résilience* en dit long sur les objectifs de ces autorités: avec des livres blancs et des lois sur la résilience, « une entreprise de relativisation des catastrophes » (Ribault, 2021) se charge de déplacer la responsabilité du désastre vers les victimes, alors tenues « de travailler de manière coopérative avec les politiques et les municipalités » pour atténuer les effets de la catastrophe nucléaire. Là encore, peu importent les causes du désastre, il faut en traiter ses conséquences...

Les catastrophes étant ainsi considérées par le pouvoir comme inéluctables, la résilience apparaît comme une formule magique prétendant faire du désastre une source d'inspiration et de rebond vers le « monde d'après ». En fait, plus on connaît les causes des risques liés aux catastrophes technologiques, plus les réponses que l'on fournit sont concentrées sur leurs conséquences, façon élégante de s'affranchir de la lourdeur des causalités des menaces. « *L'art de s'adapter au pire* », principe de base de la résilience programmée, individualise le problème et amène les populations à faire fi de leur impuissance face aux dégâts pour, au contraire, leur donner l'impression d'être "agissants". Selon le sacro-saint principe de la résilience, chacun est alors exhorté à « rebondir », à « vivre avec », pour refouler la colère qui pourrait naître de l'impuissance face à la catastrophe, en d'autres termes, participer d'une amnésie collective qui s'appuie sur divers moyens, réévaluation des seuils d'« acceptabilité » des dégâts, information tronquée ou désinformation par la création de lacunes programmées d'expertises scientifiques, programmes communautaires et participatifs d' "adaptation" aux nouvelles conditions de vie pilotés par les associations qui collaborent, consciemment ou non, avec les institutions responsables des désastres qui émaillent notre existence... .

⁸ déclaration du 26 janvier 2022 au Forum économique mondial de Davos

⁹ pour le cinquantième anniversaire de sa mort, le 9 novembre 2020

¹⁰ Où Mme Roselyne Bachelot évoque un « modèle résilient de fonctionnement des lieux culturels » sur Twitter, le 23 décembre 2020

Détourner le regard de la menace pour la banaliser

"*La maison brûle, et nous regardons ailleurs...*". Ces quelques mots du président français Jacques Chirac en dit long sur cette nouvelle posture face au désastre. Illustrée plus récemment par le film "*Don't look up*", ce forçage du regard détourné, menant à la posture d'auto-avilissement prônée par le principe de résilience est en passe de devenir un mot d'ordre citoyen, une injonction politique non seulement à l'ignorance, mais encore à l'inaction volontaire face aux menaces les plus violentes. Les injonctions technocrato-politiques à la résilience construisent ainsi le nid d'un aveuglement volontaire et généralisé face au désastre, alimentant de ce fait l'instrumentarium technologico-psychologique de la (pseudo-)science post-catastrophe, qui a pour seul objectif de rassurer les populations au plus vite et au moindre coût. L'exemple de Fukushima, où chacun sait à présent qu'il n'y a pas eu de réelles enquêtes sur la dose reçue par les habitants dans les premiers jours de la catastrophe au prétexte que cela aurait fait naître de l'anxiété, en dit long sur les objectifs réels de l'injonction résiliaire du gouvernement japonais. Toujours dans le domaine du nucléaire, les expertises vont par la suite se focaliser sur un nombre de particules très réduit – le césium 134 et 137 ou l'iode 131 – alors que plus d'une centaine de radio-isotopes de natures différentes ont été disséminés lors de la catastrophe de Fukushima¹¹. Parallèlement dans un autre registre, les analyses de l'eau consommable (eau du robinet), se focalisent généralement sur un nombre réduit d'indicateurs, ignorant de fait un large spectre de pesticides qui fondent la pratique intensive de nos agriculteurs. L'on pourrait aisément étendre cette liste à tous les éléments vitaux de notre existence : l'air, le bruit, l'alimentation... .

De la procrastination scientifique à la production d'ignorance

À force de restreindre le champ des recherches des facteurs de menace sur notre santé , l'on finit par se dire que l'on va pouvoir vivre sans danger dans ce milieu pollué, en sachant "de plus en plus sur de moins en moins". C'est la conséquence - volontaire - de ce que l'on appelle "*la science non faite*", la faute originelle de la pseudo-science - de l'expertise commanditée - le "péché par omission" des scientifiques intéressés et rarement indépendants... En se nourrissant de l'ignorance organisée, cette "science non faite" prône « *qu'avec moins ou peu de connaissance, [l'individu] peut finalement s'en tirer et sans doute mieux qu'avec trop* » (Ribault, 2021). Symptôme d'une sociologie sans société, voire d'une humanité sans humains, la résilience se délecte ainsi du dépassement personnel face à toutes les situations de risque, corrompant l'idée même d'existence par la légitimation de l'idée d'intégration du danger dans notre vie quotidienne.

En résumé, la résilience comme technologie du consentement permet de combattre la catastrophe nucléaire, le cancer, le dérèglement climatique ou la Covid-19, sans prendre en compte les causes qui les fait émerger. Puissant outil de résistance au changement, pour faire du malheur une ressource au service de la continuité de notre monde technologisé, il préfigure la nouvelle ère du « *capitalisme apocalyptique* », qui cherche « *à rentabiliser le malheur* », comme l'explique Sabu Kohso (2021) en tentant de « *préserver sa ligne et de maintenir son équilibre coûts-bénéfices* », en retournant les pires désastres en occasion de profit.

Ainsi nous prépare le progrès à la prochaine catastrophe.

¹¹ Parmi eux, le xénon 133, l'iode 133 et 135, le strontium 89-90, le plutonium 239-239-240 et 241 pour ne citer que les plus dangereux pour la santé biologique.

L'idéologie de la résilience, capitalisme apocalyptique ou néolibéralisme de la catastrophe ?

De fait, Cette gestion capitaliste hyper-individualisée de la catastrophe revêt un indéniable caractère néolibéral par l'entremise de la disparition du social au profit de l'individu, la sur-responsabilisation du citoyen, ou, dans un registre systémique bien connu des *afficionados* de la résilience, la valorisation de l'auto-organisation sociale de l'individu. Ce faisant, il est nécessaire de rappeler que la résilience comme technologie du consentement s'est développée en même temps que la société industrielle, avec l'idée que le désastre est source de progrès. Les résiliomaniaques n'hésitent pas à affirmer que « *la catastrophe est un crible qui élimine le faible et renforce le fort* ». L'on retrouve ici l'assertion "*Tout ce qui ne tue pas rend plus fort*", réminiscence nietzschéenne de la ressource psychique adossée à toute pulsion de vie. Conformément à sa coloration néolibérale, cette assertion pousse à une intériorisation voire une métabolisation des afflictions terriblement inégalitaire. En effet, la résilience se mérite dans la douleur car « *Seul celui qui sait souffrir peut prétendre à la survie.* ». La résilience comme préfiguration d'un « *eugénisme doux* » de type *darwinisme social*, par ailleurs prôné par les représentants gouvernementaux de la recherche scientifique française, tire ses méthodes d'un laboratoire d'expérimentation à l'échelle du réel de plus en plus étendu: la gérontologie et ses technologies natives. Technologies de la surveillance (vidéo, mais aussi acoustique, voire sur monitoring direct des signaux vitaux), de la réaffectation spatiale (les RSS¹², les EHPADs¹³, la relocalisation des habitats sur sites surveillés tels les *gated communities*), de la réinformation (média surveillés, informations déformées, transformées ou falsifiées), voire de l'instrumentation extra-corporelle (des monte-escaliers aux prothèses), tout ce beau monde technologique ne tend, sous couvert d'amélioration des conditions de vie d'une partie de la population réputée vulnérable, que vers un seul but, faire de nous des sujets du bonheur sous influence, nous remettre non pas dans notre monde mais bien dans le meilleur des mondes... Merci, Huxley !

Peur sur la vie

Enfumage institutionnalisé qui nécrose nos instincts de survie et altère nos facultés de jugement par la dissémination d'expertises pseudoscientifiques, cette technique du consentement à vivre dans un univers déréglé, dans un monde faux, fondée sur "*l'idéologie du bonheur palliatif*", est donc destinée à « *évacuer leur peur* » car « *c'est la peur qui tue* » et non pas l'exposition aux particules radioactives, aux virus mutants ou aux aléas climatiques extrêmes... . Avoir peur, pour les résiliothérapeutes, c'est s'exposer à un danger plus grand que le désastre qui l'a fait naître. Air connu ? Déjà en 1958, l'OMS, dans un rapport consacré à la « *Radiophobie* », réduisait au silence la liberté d'avoir peur...

De fait, cette conviction que le problème n'est pas la destruction ou la mort, mais la peur ainsi générée que les gens éprouvent, permet de faire glisser le curseur de l'analyse vers la psychologie et la capacité d'adaptation, ce qui est bien utile pour contourner le problème principal, à savoir les causes mêmes qui mènent à être contraint de s'adapter au pire.

En effet, en présence d'un danger, nos sens communiquent un signal à notre système nerveux autonome qui prépare notre corps en libérant adrénaline et cortisol, hormones de conduite de la stratégie réactive de survie : la fuite ou l'attaque¹⁴. Ce faisant, ce mécanisme naturel de défense engendre un état d'alarme, la peur, qui est essentiel à notre survie. Sentiment universel et éminemment personnel, la peur est essentielle pour nous amener à nous questionner

¹² Résidences Services Séniors

¹³ Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes

¹⁴ L'on peut à ce titre se référer aux travaux sur la théorie des catastrophes (Thom, 1991), éclairée par les travaux de l'école de Palo Alto sur la double contrainte (double bind) de Bateson et Watzlavick (1972).

individuellement et collectivement sur les causes réelles qui mènent à ces situations de catastrophes interprétées comme conditions du progrès par cette technologie du consentement portée par le principe de néo-résilience. Ainsi, les "faiseurs de catastrophe" utilisent les ressorts croisés de l'épistémologie de la production de l'ignorance, de la *sociologie de la victimisation* et de l'empowerment cognitivo-expérientiel pour conditionner les victimes de leurs méfaits. En modifiant leur monde environnant par le contrôle scientifique de leur quotidien (comme l'autosurveillance assistée de la radioactivité des composantes environnementales des "repeuplés" de Fukushima), ils intériorisent de fait la contrainte sociale dans une nouvelle conscience collective de l'acceptation morbide d'un monde transformé par la catastrophe. Le principe de résilience ainsi dévoyé reconfigure alors notre existence par une menace techno-environnementale permanente.

Seule solution pour échapper à ce panoptique d'*ingénierie du malheur* imposée par les technopapes de la résilience, faire face au danger, accepter nos craintes, revenir aux racines mêmes de cette peur en se confrontant au réel tel que nous le subissons, et non tel qu'il nous est offert dans sa version édulcorée par le déni de la catastrophe ou la banalisation de la menace.

Il nous faut ainsi accueillir cette archaïque et salutaire peur du danger qui, contrairement à ce qu'affirment les administrateurs du désastre, est la condition *sine qua non* de toute « *prise de conscience de mener une existence dans un monde faux, c'est-à-dire un monde dans lequel le sujet est structurellement déplacé, et à ainsi opposer son refus d'être l'objet du remodelage artificiel visant son ajustement indéfini au nouvel environnement, un lifting antidouleur dont la résilience est le bistouri* » (Ribault, 2021).

Il nous faut donc échapper au cercle vicieux de la "*peur de la peur*" sur laquelle jouent les résiliothérapeutes en rejetant toute marchandisation du malheur qui fait de la menace une nouvelle valeur et de la catastrophe un capital dotant les institutions à l'origine des processus de destruction environnementale. Pour contrer cet objectif de faire de la dislocation de notre monde une marchandise à destination de toutes les victimes devenues consentantes, il nous faut prendre conscience de ce nouveau monde falsifié pour mieux le refuser, en conscientisant l'environnement - notre milieu de vie - comme un tout, une structure intègre incluant ses dimensions économiques, écologiques et sociales certes, mais surtout biologique, dans toute la largeur de son spectre. Retrouver ainsi une humanité menacée par le déni de la catastrophe suppose donc de craindre ou de redouter le danger, mais surtout le circonscrire en passant de l'échelle du lieu de vie à celle du territoire puis de la planète, dans le but d'alimenter une axiologie nourrie des causes et des raisons du démantèlement de notre univers terrestre. La seule issue possible pour sortir de cette négation de notre anxiété qui a pour but d'aguerrir une réalité exorcisée des valeurs de l'humanité et de la vie est donc de réhabiliter ces valeurs en accord avec la sphère biotopique de notre existence, en un mot, assumer enfin l'invitation qui nous a été faite par les millénaires de l'évolution à habiter notre planète avec respect et bienveillance.

Retrouver le sens de la vie réelle par la territorialisation de la notion de résilience

Dépasser cette *sociologie de la victimisation* suppose l'émergence d'une ingénierie éco-sociale (re-)cadrant la résilience comme construction proactive de la capacitance territorial et, par là, de la capacitation individuelle, comme potentialité d'insertion dans un monde plus vaste, notre planète et tous ses autres habitants, et non *via* un conditionnement adaptatif à un système de dictature technocentré et *terra-déconnecté* de l'humain. En participant de la capacité d'adaptation aux changements territoriaux sur des enjeux aussi bien sociétaux, économiques qu'écologiques, le recours à une approche évolutionnaire du concept de résilience¹⁵ pour

¹⁵ Ce formalisme permet de se concentrer sur la définition des contraintes, à savoir les états désirables de l'environnement, en proposant des cadres temporels pour les politiques d'actions et les stratégies de gestion

analyser les trajectoires des systèmes de durabilité réagissant à un choc - catastrophique ou désastreux - permet d'opérer un déplacement épistémologique en rompant avec la vision traditionnelle de la catastrophe, perçue comme un événement exceptionnel lié à un accident de parcours dans l'évolution du système (Reghezza-Zit et al., 2012).. Cette corruption de la notion native de résilience que les pouvoirs publics et privés utilisent *via* le déni de la peur et de l'anxiété individuelle doit être battue en brèche par un principe d'accessibilité socio-spatiale partagée des aménités territoriales. Ce faisant, la trajectoire d'évolution de chaque territoire peut alimenter le processus de résilience - résilience prise dans son sens initial, non corrompu - en remédiant aux déficits axiologiques de nos institutions par l'évaluation des dysfonctionnements entre théorie et *praxis* territoriales (Woloszyn, 2012). Pour ce faire, le développement des approches évolutionnaires de la résilience centrées sur les systèmes socio-écologiques complexes tentent de réconcilier les dimensions phénoménales et humaines de l'écosphère de notre existence. Cette réconciliation est à présent fondamentale, car elle seule peut nous aider à démêler l'écheveau des pratiques politiques des institutions et collectivités à l'origine de la faillite de notre intégration au monde réel, celui qui existait avant nous, et qui, si l'on ne réagit pas, se trouve menacé non seulement dans son intégrité, mais bien dans son existence. L'accent mis sur les territoires et les communautés - humaines donc, mais pas que - et leurs interactions peut changer les modalités d'opérationnalisation tyrannique de la résilience par les institutions chargées de la "protection" de la population. Plus que d'une « individualisation » des responsabilités qui fait passer les populations vulnérables du statut de victimes à celui d'acteurs, voire de coupables (Quenault, 2014) par le biais de la co-responsabilisation participative des effets de la catastrophe, elle est censée participer pour l'essentiel de la « territorialisation » des politiques publiques (Beucher, 2007) dans le sens d'un partage démocratique des leviers de l'action environnementale. En termes de diagnostics territoriaux tout d'abord, les critères d'évaluation d'une action de résilience se trouvent par définition à l'interface des enjeux économiques, sociaux et environnementaux des territoires impactés, dans une conscience d'interaction directe et permanente entre habitants, les hommes, les animaux, les plantes, et leur lieu habité, notre planète dans son intégralité et son intégrité. De même que l'intelligence territoriale¹⁶ ambitionne d'être une alternative à la crise du développement économique uniquement guidé par la poursuite univoque du profit (Girardot, 2015), elle cherche à redimensionner le concept de résilience aux échelles territoriales et supranationales en réattribuant à la communauté sa capacité d'assumer pacifiquement sa transition d'un développement fondé sur le critère du gain à court terme vers un développement dit durable, passant par une conception intégrative entre habitants et habitat terrestre. En externalisant le lemme culturel séparant populations humaines, milieu naturel et politiques environnementales, une intelligence transcommunautaire entre les territoires rend possible un redimensionnement intégrateur de notre "*façon d'être au monde*", en réinventant notre rapport à notre habitat planétaire par un "*dérangement intellectuel*" (Descola, Pignocci, 2022) des relations actuelles entre humains, organisations gouvernementales et anthropocène. Corolairement, le rapport prospectif « *Le monde en 2025* » de la Commission Européenne (E.C., 2009) a réintroduit le

territoriales. La résilience peut alors être pensée comme un processus hybride situé à l'intersection de plusieurs trajectoires dynamiques spatio-temporelles des systèmes et sous-systèmes qui interfèrent entre elles. Ces trajectoires coexistent dans le cycle cybernétique de l'inférence communicationnelle de la temporalité de la transition, base ontologique du processus de décision. Voir à ce sujet (Aubin, 1991, cité par Woloszyn, 2018).

¹⁶ Concept initié par J.-J. Girardot en 1998 et approfondi par les programmes internationaux de recherche-action « *Coordination action of the European Network of Territorial Intelligence* » (caENTI, 2006-2009) et par le Groupe de recherche "*International Network of Territorial Intelligence* » (INTI, 2011-2014) et développé actuellement par l'agora ARTI (*Acteurs et Chercheurs de l'Intelligence Territoriale*). INTI a notamment introduit l'axe de recherche sur la vulnérabilité et la résilience des populations et des territoires, coordonné par P. Woloszyn.

terme de « transition socio-écologique » dans les milieux scientifiques et politiques en présentant les risques démographiques et énergétiques comme une opportunité pour une évolution concertée vers le développement durable. Comme l'affirme Girardot (2012) : « *La résilience des territoires est un concept clé de la transition socio-écologique, réintroduit par Rob Hopkins (2008) dans la théorie, le cœur et la pratique. La résilience d'un territoire peut être définie comme la capacité d'une collectivité à poursuivre son développement de manière positive, en se co-construisant face à des chocs extérieurs qui peuvent accroître sa vulnérabilité, voire remettre en cause son existence. Le diagnostic participatif de la résilience invite à identifier les propriétés résilientes du territoire et les risques de manque de résilience pour les prévenir Actuellement le réseau d'intelligence territoriale conçoit deux outils : - le diagnostic territorial de la résilience des collectivités pour planifier la transition sur leurs territoires - et l'agenda de transition rationnel et participatif dans le temps, de la combinaison des axes économiques, sociaux, environnementaux et culturels du développement durable.* »¹⁷. En effet, les risques démographiques et énergétiques comme opportunité pour une évolution concertée vers notre intégration planétaire ne peut être compris qu'à l'aune de la prise en compte de valeurs non économiques, notamment humaines, socialo-culturelles, écologiques et environnementales - l'on dira globalement *anthropogéniques* - dans les analyses de vulnérabilité, humaine, bien sûr, mais aussi non humaine. La constitution et la diffusion des connaissances acquises lors des retours d'expérience de résilience territoriale est essentielle pour répondre à la capacité d'adaptation permanente de la structure interactionnelle que forme l'homme avec son milieu de vie, pour une meilleure prise de connaissance de l'évolution temporelle des impacts spatiaux des systèmes écologiques à l'échelle de la planète.

En guise de conclusion. Capacitation sociale et mobilisation identitaire : de nouveaux potentiels résiliants pour les territoires

En effet, la capacité de réponse d'une communauté à une catastrophe naturelle, tant dans la réactivité de la population et des pouvoirs publics pour les plans d'évacuation et les projets de reconstruction, semble dépendre fortement des conditions socioculturelles de la population à être affectée par la situation. En Colombie, des témoignages relatent que les communautés indigènes et paysannes ont développé plus de ressources que la population urbaine pour répondre à un éventuel désastre. Ainsi, dans la région métropolitaine de Santa Fé (*Santa Fe de Bogotá Distrito Capital*), un plan stratégique a été élaboré pour proposer une société différente, structurée autour d'une réserve de biosphère en milieu urbain (Mihura, 2012). Par-delà les grandes théories, pour des questions d'acceptation par la population, les équipes coordonnées entre l'université et les services de l'agglomération ont dû définir leur objet contenu initialement dans une pratique « d'ingénierie sociale » : conception, médiation, constatation, et surtout hybridation entre occupation humaine et milieu de vie... Un exemple de cette hybridation est présenté par (Woloszyn et Hernandez, 2013) qui ont cherché à identifier les effets de l'interaction entre les risques naturels et la vulnérabilité de la population environnante face à l'aléa volcanique. Pour endiguer ce risque, la communauté indigène *Nasa* a utilisé la figure du docteur traditionnel, le « *Tehuala* », afin d'établir une médiation sur le territoire en

¹⁷ « *The resilience of the territories is a key concept in the socio-ecological transition, re-introduced by Rob Hopkins in theory, heart and practice. The resilience of a territory can be define as the community's capacity to continue its development in a positive way, by co-constructing itself against external shocks that may increase its vulnerability, and even question its existence. Participative diagnosis of resilience invites people to identify resilient properties of the territory and risks of lack of resilience to prevent them. Currently territorial intelligence network design two tools: Territorial diagnosis of resilience for communities to plan the transition in their territories and Animating a rational and participatory transition agenda in time, of the combination of economic, social, environmental and cultural axis of sustainable development.* »

couplant connaissances scientifiques et culture traditionnelle. Par une articulation intelligente entre savoir vernaculaire et savoir-faire technologique, les *Tehuala* ont ainsi réussi à instaurer une surveillance constante de l'activité du volcan en articulant technologies de surveillance géophysique et techniques ancestrales de détection des signaux faibles de l'environnement, autorisant de fait la redéfinition du plan d'occupation du territoire et la consolidation du potentiel touristique de la région. Un exemple de reconnection biotopique entre population, milieu naturel et technologies environnementales. Ainsi, face au risque naturel ou social, les populations vulnérables ne sont pas forcément des victimes, elles peuvent tout au contraire être porteuses de modèles de résilience dans la transition socio-écologique comme innovateurs sociaux et précurseurs de nouveaux préceptes de gestion environnementale des territoires. A la condition d'une symbiose environnementale entre *sociotope*¹⁸ et biotope, la réduction de la vulnérabilité par l'accroissement des capacités de résilience des territoires et des populations devant représenter un objectif commun entre gouvernements, associations et citoyens, avec la prise en compte de toutes les formes de participation sur le principe d'une démocratie axiologique créative. Ainsi, par l'organisation intelligente d'une véritable coopération pour la gouvernance du désastre, l'innovation sociale amenée par la territorialisation de la résilience présuppose une articulation axiologique entre pouvoirs publics et communautés habitantes, dans le but de créer les leviers d'une véritable co-action environnementale en convoquant les savoirs tant anthropologiques, historiques, ethnographiques pour les associer aux technologies les plus récentes dans les processus de résilience, afin d'opérer un empowerment habitant en dehors de tout conditionnement des populations.

Bibliographie

- Aubin J-P. (1991). *Viability Theory*. Birkhäuser, 1991.
- Beucher, S, 2007, Le risque d'inondation dans le Val-de-Marne : une territorialisation impossible?, In *Annales de géographie*, 5(1), pp. 470-492.
- Birkmann, J., 2006, Measuring vulnerability to promote disaster-resilient societies: Conceptual frameworks and definitions, *Measuring vulnerability to natural hazards: Towards disaster resilient societies*, 1, pp. 7-54.
- Cyrulnik, B., 1999, *Un merveilleux malheur*. Odile Jacob, Paris.
- Cyrulnik, B., 2010, *Résilience*, ERES ed., pp. 207-216.
- Dauphiné, A. et D. Provitolo, 2007, La résilience : un concept pour la gestion des risques. *Annales de géographie*, 2, pp. 115-125.
- Descola, P., Pignocci, A., 2022, *Ethnographies des mondes à venir*, Seuil, Paris, 173p.
- European Commission, 2009, *The world in 2025. Rising Asia and socio-ecological transition*, Publications Office, 2009, <https://data.europa.eu/doi/10.2777/2539>.
- Girardot J-J., 2012, Territorial intelligence, transition and resilience. *Summer school of INTI*, Marne-la-Valée.
- Girardot, J-J. coord, 2015. *GDRI INTI Rapport final 2011-2014*.
- Hopkins R., 2008. *Transition handbook. From oil dependency to local resilience*. Cambridge, Green Books, 2008.
- Kohso, S., 2021, *Radiation et révolution : capitalisme apocalyptique et luttes pour la vie au Japon* [éditions Divergences](#), 324 p.

¹⁸ Nous reprenons ici le terme de sociotope défini par A. Stähle pour l'aménagement "naturant" de la ville de Stockholm (Woloszyn, 2020).

- Koninckx, G. et G. Teneau, 2010, *Résilience organisationnelle : rebondir face aux turbulences*. De Boeck Supérieur, 75 p.
- Lallau, B., 2009, *La résilience, moyen et fin d'un développement durable ?*, 210 p.
- Mihura, E. R., 2012, *Ambiente, Sociedad y Desarrollo : Estrategias de Desarrollo Sustentable. Foro Latinoamericano de Desarrollo Sostenible, Rosario : Hacia Río*, 20.
- Thom, R., 1991, *Esquisse d'une sémiophysique, physique aristotélicienne et théorie des catastrophes*, InterEditions, Paris, 285p.
- Quenault, B., 2014, *La résilience territoriale comme nouvelle heuristique de l'adaptation face aux menaces : de l'adaptation au risque à l'adaptation à la crise, Vers une intelligence durable des territoires : les échelles de la résilience, Roscoff, May 22th-23th 2014*.
- Rees, W. E., 2003, *Economic Development and Environmental Protection : an Ecological Economics perspective*, in : *Environmental Monitoring and Assessment* 86 : Kluwer Academic Pub. Netherlands, pp. 29-45.
- Reghezza-Zitt, M., S. Rufat, G. Djament-Tran, A. Le Blanc et S. Lhomme, 2012, *What Resilience Is Not : Uses and Abuses*, *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Environnement, Nature, Paysage, document 621, mis en ligne le 18 octobre 2012. URL : <http://cybergeo.revues.org/25554> ; DOI : 10.4000/cybergeo.25554
- Ribault, Th., 2021, *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, éditions L'Échappée, mars 2021, 368 p.
- Tisseron, S., 2009, *La résilience*, Presses universitaires de France.
- Watzlawick, P., J. H. Beavin, D. D. Jackson et J. Morche, 1972, *Une logique de la communication*, 158 p.
- Woloszyn, P., 2020, *La résilience urbaine comme clef de lecture des enjeux de la transition socio-écologique*. Sandrine Vaucelle, Christine Bouisset. *Transition et reconfigurations des spatialités*, 33, Peter Lang, pp.101 - 119, 2020, 978-2-8076-1228-0. (halshs-02926306)
- Woloszyn, P., 2018, *Les structures évolutives de la résilience Modélisation systémique de la durabilité des systèmes territoriaux, l'exemple de la sécheresse de 2012 aux États-Unis*. *VertigO : La Revue Électronique en Sciences de l'Environnement*, VertigO, 2018, Risques, territoires et résilience, ([10.4000/vertigo.19252](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01888744)). (halshs-01888744)
- Woloszyn, P. et Y. Hernandez, 2013, *Vulnerability and resilience in risk scenarii*, International Conference of Territorial Intelligence *Territorial Intelligence, Socio-Ecological Transition and Resilience of the Territories*. 30-31 May 2013, Besançon-Dijon, France, [en ligne] URL : <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00827054>
- Woloszyn, P. et B. Quenault, 2013, *Vulnérabilité territoriale et résiliences : résistances et capacités adaptatives face aux aléas climatiques*, in : International Conference of Territorial Intelligence *Territorial Intelligence, Socio-Ecological Transition and Resilience of the Territories*. 30-31 May 2013, Besançon-Dijon, [en ligne] URL : <https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00827374v1>
- Woloszyn, P., 2012, *Territorial intelligence of vulnerability systems 2- Sustainable Modelling of Globalization Challenge*, in : International Conference La Plata 2012 *INTELIGENCIA TERRITORIAL Y GLOBALIZACIÓN* 17 al 20 de octubre 2012, [en ligne] URL : <https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-00941151v1>